

DIRECTION DES LIBERTÉS PUBLIQUES
ET DES AFFAIRES JURIDIQUES
SOUS-DIRECTION DES LIBERTÉS PUBLIQUES
ET DE LA POLICE ADMINISTRATIVE

NOR : INTD0000187C

Le 11 août 2000

Le ministre de l'intérieur

à

**Mesdames et Messieurs les Préfets
Monsieur le Préfet de Police
Monsieur le Préfet
Représentant du Gouvernement
(Collectivité territoriale de MAYOTTE)**

OBJET : protection des transports de fonds.

RESUME

Pour augmenter la sécurité des transports de fonds il convient de réduire la phase piétonne et diminuer ainsi les risques des convoyeurs de fonds. Une modification du code général des collectivités territoriales est nécessaire pour que les maires des communes concernées puissent prendre un arrêté municipal réservant certains emplacements sur les voies publiques pour le stationnement ou la circulation des véhicules de transport de fonds.

REFER : **Article premier** de la loi n° 2000-646 du 10 juillet 2000 relative à la sécurité du dépôt et de la collecte des fonds par les entreprises privées.

L'article 2 de la loi précitée sera commenté lors de la parution du décret prévu à ce même article.

Par circulaires du 28 juillet et du 2 avril 1999, je vous avais demandé, dans l'attente d'une évolution législative et d'un renforcement de la sécurité des convoyeurs de fonds par une limitation de la phase piétonne de transbordement des fonds et valeurs, d'engager une large concertation avec les maires, responsables de la police de la circulation et du

stationnement à l'intérieur des agglomérations, afin d'obtenir dans chaque commune leur accord quant à la tolérance à accorder aux véhicules de transport de fonds pour circuler dans les couloirs réservés aux véhicules de transports publics de voyageurs et aux taxis en application de l'article L. 2213-3 du code général des collectivités territoriales.

En outre, la même tolérance devait être observée pour que le stationnement des véhicules de transport de fonds soit facilité à proximité des lieux de prélèvement ou de dépôt des fonds, le cas échéant sur les trottoirs, afin de réduire au maximum la phase piétonnière du transbordement des fonds. Le stationnement des véhicules sur les voies piétonnes peut également bénéficier de cette tolérance.

Ces circulaires ont perdu leur raison d'être puisque la loi n° 200-646 du 10 juillet 2000 relative à la sécurité du dépôt et de la collecte de fonds par les entreprises privées a été adoptée par le Parlement et publiée au Journal Officiel du 11 juillet 2000. Elle permet aux maires de réserver des places de stationnement aux véhicules de transport de fonds, et de laisser à ceux-ci des couloirs réservés de circulation.

Son article premier modifié l'article L. 2213-3 du code général des collectivités territoriales, qui est donc ainsi rédigé :

« Le maire peut par arrêté :

1° Instituer, à titre permanent ou provisoire, pour les véhicules affectés à un service public et pour les besoins exclusifs de ce service et dans le cadre de leurs missions, pour les véhicules de transport de fonds, de bijoux ou de métaux précieux, des stationnements réservés sur les voies publiques de l'agglomération ;

2° Réserver des emplacements sur ces mêmes voies pour faciliter la circulation et le stationnement des transports publics de voyageurs et des taxis ainsi que les véhicules de transport de fonds, de bijoux ou de métaux précieux, des stationnements réservés sur les voies publiques de l'agglomération ».

Le maire peut dorénavant, par arrêté motivé, instituer, à titre permanent ou provisoire, pour les véhicules de transport de fonds, de bijoux ou de métaux précieux, dans le cadre de leurs missions, des stationnements réservés sur les voies publiques de l'agglomération, comme pour les véhicules affectés à un service public (ceux de la police et de la gendarmerie par exemple).

A titre d'illustration, le maire peut prévoir des places de stationnement protégées près des banques, afin de limiter la durée des transferts, ou autoriser la circulation et le stationnement des véhicules de transport de fonds dans les couloirs et les emplacements réservés.

Le maire a désormais également la faculté de réserver aux véhicules de transport de fonds, comme pour les véhicules de transport public de voyageurs et les taxis, des emplacements sur ces voies publiques, afin de faciliter leur circulation et leur stationnement. En pratique, le maire peut autoriser les véhicules de transport de fonds à emprunter les couloirs de circulation déjà existants.

Les véhicules de transports de fonds concernés sont les véhicules blindés et aménagés cités à l'article 4 du décret n° 2000-376 du 28 avril 2000 relatif à la protection des transports de fonds. Ils peuvent également être des véhicules banalisés utilisant des dispositifs

mentionnés à l'article 2 de ce décret. Il convient que les services verbalisateurs se rapprochent des sociétés de transport de fonds pour pouvoir « identifier » ces véhicules.

S'agissant d'un pouvoir de police municipale, les maires ont la charge d'apprécier, en fonction des circonstances locales, l'opportunité de faire usage de ce pouvoir. De toute évidence, il convient que l'existence de cette possibilité, réclamée de longue date par la profession, fasse l'objet d'une large information auprès des maires concernés. Vous inciterez des derniers à en faire usage. La commission départementale des transports de fonds instituée par le décret n° 2000-376 du 28 avril 2000 relatif à la protection des transports de fonds, que vous présidez et dont sont membres deux maires de votre département, peut être un moyen de sensibiliser les élus sur le nouveau pouvoir qui leur est donnée.

En particulier, les travaux de cette commission, notamment chargée d'établir la liste des points vulnérables et recenser les mesures qui lui paraîtront de nature à améliorer la sécurité des transports de fonds, doivent être utilisés en ce sens.

*

* *

Vous voudrez bien me tenir informé, sous le présent timbre, des difficultés que vous rencontreriez dans l'application des dispositions de la présente circulaire.

Le directeur des libertés publiques
et des affaires juridiques

Jean-Marie DELARUE